Un projet de décret jette le doute sur le droit à l'éducation des enfants handicapés

— Un décret d'application de la loi contre le séparatisme crée une catégorie d'enfants « impossibles » à scolariser, alertent les associations.

— Elles rappellent que c'est à l'État qu'il revient de tout mettre en œuvre pour adapter l'école à la spécificité de ces élèves.

Alors que les familles dénoncent, depuis des années, les difficultés qu'elles rencontrent pour trouver une école à leur enfant handicapé, un projet de décret met le feu aux poudres. S'il était adopté en l'état, il créerait en effet une catégorie d'enfants « impossibles » à scolariser, en complet revirement avec l'approche actuelle du handicap.

Tout est parti d'un texte a priori très éloigné du sujet : la loi de lutte contre le séparatisme, qui, au nom du refus du repli identitaire, encadre plus strictement l'enseignement à domicile. Désormais, pour y avoir recours,

chaque famille devra demander l'autorisation auprès du rectorat. Problème, l'enseignement à domicile est le pis-aller vers lequel se tournent de nombreuses familles d'enfants porteurs de handicap, faute de trouver une solution satisfaisante à l'école.

« Un enfant n'est jamais impossible à scolariser. C'est l'Éducation nationale qui ne met pas les moyens nécessaires pour accueillir les besoins spécifiques de ces enfants », peste Bénédicte Kail, d'APF France handicap.

« Mon fils a été scolarisé à la maison pendant six ans, témoigne ainsi Marion Aubry, vice-présidente de TouPI, association d'entraide entre parents. C'est une situation très banale, celle de beaucoup d'enfants à qui on a promis une AVS (auxiliaire de vie scolaire, NDLR) à la rentrée, par exemple, mais qui, en janvier, n'en

ont toujours pas et décrochent. »

Désormais, il sera moins facile pour les parents de retirer leurs enfants de l'école et d'assurer la classe eux-mêmes. Ils devront produire un certificat médical ou une notification de la maison départementale des personnes handicapées attestant de « l'impossibilité », pour leur enfant, d'être accueilli à l'école ordinaire.

Cette demande ne pourra porter que pour des années scolaires entières, et, en cas de problème en cours d'année, l'enfant devra rester en classe. Cette perspective fait bondir de nombreuses associations, qui y voient une façon pour l'État de se dédouaner.

« Un enfant n'est jamais impossible à scolariser. C'est l'Éducation nationale qui ne met pas les moyens nécessaires pour accueillir les besoins spécifiques de ces enfants », peste ainsi Bénédicte Kail, d'APF France handicap.

De fait, la légalité du décret semble très incertaine, abonde Denis Berthiau, professeur de droit de la santé à l'université

Paris-Descartes. « Depuis la loi de 2005, les droits à la scolarisation et à la compensation du handicap sont la norme, avance-t-il. C'est à l'État d'assurer à tout enfant l'exercice de son droit à l'éducation, en mettant à sa disposition les aides dont il a besoin pour compenser son handicap, qu'il s'agisse d'un soutien humain ou technique. »

Au-delà du droit, si un tel texte devait voir le jour, il poserait aussi un problème éthique. « Il serait ségrégatif et enfermant, car il renverrait les élèves handicapés dans leurs familles, qui doivent déjà faire face à des soins lourds, reprend Emmanuel Hirsch, professeur d'éthique à l'université de Paris-Saclay. Ce serait d'autant plus inacceptable que le confinement a montré l'importance de l'école en termes de socialisation, ainsi que la lourdeur de l'enseignement à la maison pour les familles. L'État ne peut pas se défausser de la sorte sur celles qui ont déjà le plus à porter. »

Emmanuelle Lucas

Avec le nouvel Affelnet, davantage de mixité dans les lycées parisiens

— Le rectorat affirme que les nouveaux critères de la plateforme Affelnet ont permis d'atténuer les disparités sociales et scolaires dans les lycées de la capitale.

— Il entend désormais introduire plus de mixité à Henri-IV et Louis-le-Grand et s'apprête à revoir ses modalités d'affectation par le biais de quotas.

Présentée en mars 2021, la nouvelle plateforme d'affectation Affelnet avait déchaîné les passions. Elle mettait fin à la possibilité de demander n'importe quel établissement dans l'un des quatre grands secteurs de la capitale. Depuis, s'ils veulent être à peu près sûrs d'obtenir l'un de leurs vœux, les futurs lycéens ont intérêt à placer par ordre de préférence les cinq lycées d'un secteur beaucoup plus réduit, à proximité du collège de rattachement.

Près d'un an plus tard, le rectorat dresse un bilan très positif. « En baisse depuis 2016, le taux de satisfaction sur les vœux 1, 2 et 3 est remonté de 5 points pour atteindre les 85 % », se réjouit Claire Mazon, la

directrice académique des services de l'éducation nationale.

La refonte visait aussi à faire baisser la pression sur les lycées les plus prisés et à atténuer les disparités sociales et scolaires. « Promesse républicaine tenue », assure le recteur Christophe Kerrero. « Auparavant, les lycées parisiens étaient extrêmement ségrégués : 1,2 fois plus que la moyenne nationale sur le plan social, 4,8 fois plus du point de vue scolaire », abonde Julien Grenet, président du comité de suivi d'Affelnet. « Avec la réforme, la ségrégation a reculé d'environ 30 %, socialement comme scolairement », observe ce chercheur du CNRS et de l'École d'économie de Paris.

Certes, l'essentiel des points est lié à la sectorisation (32 640 sur environ 44 000, si l'on choisit parmi les cinq lycées de rattachement). Mais il est prévu un bonus individuel pour les boursiers, au premier tour (600 points), ainsi qu'un bonus collectif pour les candidats issus d'un collège socialement défavorisé. Ceux-ci gagnent 1 200 points, contre 0 pour ceux venant d'un collège présentant un indice de position sociale élevé, qui tient compte notamment de la profession des parents.

« Nos élèves sont davantage enclavés », réagit Mohamed Sadli, ex-responsable FCPE dans le 20^e arrondissement. « Mais malgré un choix plus réduit, les candidats des quartiers populaires sont plutôt contents de leur affectation. »

« Auparavant, les lycées parisiens étaient extrêmement ségrégués : 1,2 fois plus que la moyenne nationale sur le plan social, 4,8 fois plus du point de vue scolaire. Avec la réforme, la ségrégation a reculé d'environ 30 %, socialement comme scolairement. »

Secrétaire départemental du SNPDEN, syndicat des chefs d'établissement, Didier Georges juge « le galop d'essai plutôt réussi ». Le collège d'éducation prioritaire qu'il dirigeait jusqu'à l'an dernier a affiché 100 % d'affectations dès le premier tour et « énormément de vœux 1, 2 ou 3 satisfaits ». « Du jamais-vu », jure-t-il. À l'inverse, relève Didier Georges, « certains collèges de l'hypercentre, habitués à envoyer presque tous leurs élèves dans des lycées réputés, regrettent que cela ne soit plus aussi

systématique. » Certains secteurs devraient être redessinés pour plus d'équilibre social et scolaire. Mais une autre évolution envisagée suscite de vives réactions. Le rectorat s'apprête à revoir les modalités d'affectation à Henri-IV et Louis-le-Grand. Avec un but : augmenter le taux de boursiers, « qui plafonne à 8 % en seconde », relève Claire Mazon.

Ces lycées pourraient continuer à recruter sur dossier, dans toute la France. Néanmoins, chaque candidature pourrait être examinée manuellement à la lumière de certains critères d'Affelnet (candidat boursier ou non, indice de position sociale de son collège d'origine). « On pourrait ensuite appliquer des quotas », avance-t-elle.

« On veut transformer notre lycée d'élite en un établissement parisien lambda », s'étrangle un professeur de maths de Louis-le-Grand, convaincu qu'une telle réforme ferait le jeu de grands lycées privés. Les élèves, eux aussi, se montrent perplexes. « La méritocratie consiste à accepter les meilleurs, quel que soit leur milieu d'origine », veut croire Marwan, qui vient chaque jour de Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis.

Denis Peiron

essentiel

Police — Une expertise confirme la responsabilité des policiers dans la mort de Cédric Chouviat

Dans un document daté du 8 janvier, les cinq experts médicaux mandatés par le juge confirment la responsabilité des trois policiers dans la mort de Cédric Chouviat, le 3 janvier 2020 à Paris, lors d'un contrôle. « Plusieurs facteurs », dont certains découlant des gestes d'interpellation, ont « abouti à une privation très rapide d'oxygène au cerveau ». Le père de famille de 42 ans avait été plaqué au sol avec son casque de moto sur la tête, provoquant son malaise. Hospitalisé dans un état critique, il était mort le 5 janvier 2020.

Pornographie L'association Osez le féminisme ! en campagne

L'association Osez le féminisme ! a effectué, vendredi 21 janvier, près de 200 signalements de vidéos pornographiques sur le portail Pharos du ministère de l'intérieur. « On parle de viols filmés, de torture, de pédocriminalité, de vidéos homophobes, qui prônent la haine raciale, le tout sur des sites connus et facilement accessibles », décrit Fabienne El Khoury, porte-parole d'Osez le féminisme ! L'association souhaite alerter les pouvoirs publics ainsi que l'opinion sur la facilité d'accès à de tels contenus et dénoncer « l'impunité » dont ils font l'objet. sur-la-croix.com
Un article détaillé

Décès — Le chercheur en science politique Jean-Luc Parodi est mort

Jean-Luc Parodi, chercheur en science politique et spécialiste des enquêtes d'opinion, est mort vendredi 21 janvier à l'âge de 84 ans. Figure du centre d'études de la vie politique française (Cevipof) qu'il intègre en 1964 et qu'il ne quittera jamais, Jean-Luc Parodi fut secrétaire général de l'Association française de science politique (AFSP) de 1980 à 1999 puis directeur de la *Revue française de science politique* de 1991 à 2008.

sur-la-croix.com

— Le Covid bouleverse le calendrier du procès des attentats du 13 novembre